Diagnostic et Analyse de la Communication Participative au Sein du Conseil Régional du Poro : Enjeux, Pratiques et Implication pour un Développement Local Intégré

SIKA Kouamé Prosper
ekandetresor@gmail.com
Université Peleforo Gon Coulibaly.

Résumé

Ce travail analyse la communication participative au sein du Conseil régional du Poro et met en évidence ses enjeux, ses pratiques et son impact sur le développement local intégré. Il démontre que la communication participative constitue un levier central pour renforcer l'engagement des citoyens et leur implication dans les projets de développement. Parmi les forces relevées figurent l'exploitation de divers canaux de communication et l'implication des leaders locaux. Cependant, des faiblesses subsistent, notamment un manque de clarté de l'information et l'expression de certains groupes qui se sente exclus (jeunes et femmes) dans les prises de décision.

Pour optimiser son efficacité, il est essentiel pour le conseil régional d'améliorer la transparence des processus, d'inclure toutes les voix et de développer des outils de communication adaptés. En somme, une communication participative bien structurée est indispensable pour un développement durable et harmonieux dans la région du Poro.

***Mots clés** : Diagnostic, développement local, communication participative, enjeux, pratiques*

Abstract:

This work analyzes participatory communication within the Poro Regional Council and highlights its stakes, practices, and impact on integrated local development. It demonstrates that participatory communication is a central lever to strengthen citizen engagement and their involvement in development projects. Among the strengths identified are the utilization of various communication channels and the involvement of local leaders.

However, weaknesses remain, including a lack of clarity in information and the expression of certain groups who feel excluded (youth and women) from decision-making. To optimize its effectiveness, it is essential for the regional council to improve the transparency of processes, include all voices, and develop appropriate communication tools. In summary, a well-structured participatory communication is essential for sustainable and harmonious development in the Poro region.

Keywords: *Diagnosis, local development, participatory communication, stakes, practices*

Introduction

« Le développement peut être définit comme un long processus de changement d'ordre quantitatif et qualitatif intervenant dans une société au plan politique, économique, social, culturel et scientifique et menant vers un bien-être individuel et collectif ». (FAO ; 2002 p.2). Ainsi, il convient de promouvoir le développement d'un peuple en associant les sociétés concernées, à travers un changement d'attitude et/ou de comportement mais surtout avec l'implication de tous les acteurs locaux dont la responsabilité, se révèle être une condition nécessaire du changement .Cette tendance nouvelle de faciliter le développement des localités doit s'appuyer sur une démarche inclusive et participative des populations concernées. En effet, l'approche participative permet de mobiliser les acteurs concernés, d'instaurer un dialogue constructif et de renforcer l'appropriation des projets de développement par les communautés. Autrement dit, le développement nécessite la participation communautaire selon Dumas (1983), pour qui la participation permet non seulement de satisfaire le désir légitime des communautés de prendre part à la prise des décisions ou à la mise en œuvre des initiatives qui

influent sur leur existence et leur mode de vie, mais aussi de mieux identifier les besoins à satisfaire prioritairement, de mobiliser les ressources disponibles localement et de répartir équitablement les bénéfices du développement. Ce qui sous entend qu'un programme de gouvernance et de développement sans participation active des populations court à son échec.

C'est pourquoi, la communication participative est devenue un élément fondamental dans la gouvernance locale, particulièrement au sein des institutions telles que le Conseil Régional du Poro en Côte d'Ivoire. Ce conseil, en tant qu'entité administrative clé, joue un rôle essentiel dans la gestion des ressources et le développement des politiques publiques au niveau régional. Dans ce contexte, la communication participative permet d'engager les citoyens et les différentes parties prenantes dans le processus décisionnel, favorisant ainsi un développement local plus inclusif et adapté aux besoins des communautés.

Cependant, malgré son importance reconnue, l'efficacité de cette communication participative mérite d'être évaluée afin de s'assurer qu'elle contribue véritablement à un développement harmonieux et intégré. En effet, de nombreuses questions demeurent quant aux pratiques mises en œuvre, aux enjeux qui en découlent et aux impacts de cette forme de communication sur la dynamique de développement régional.

Ainsi, la problématique centrale de cette étude se formule comme suit : Quelles sont les pratiques, les enjeux et les impacts de la communication participative dans la dynamique de développement régional? Pour répondre à cette question, l'objectif principal sera d'analyser les pratiques de communication au sein du Conseil Régional du Poro, d'identifier les enjeux qui en résultent, et d'évaluer le rôle que cette communication joue dans le développement local. Ce

faisant, cette recherche aspire à offrir des recommandations concrètes pour renforcer la participation citoyenne et optimiser les processus de gouvernance au niveau régional.

1. Cadre théorique

Ce travail s'inscrit dans une approche de la communication participative

L'approche participative de la communication (Berrigan, 1979; Mowlana, 1990; Servaes, 2008; Nair et al. 1994, Ugboajah, 1987) prône la démocratisation et la décentralisation de la lutte contre le sous-développement. Ainsi, le choix de cette théorie repose sur une implication active et durable des différents acteurs dans la gestion des projets et programmes de développement du Poro.

En effet, si la notion de communication requiert la notion fondamentale du feedback, cela sous-entend la contribution ou la collaboration des interlocuteurs à la recherche d'une solution commune autour d'un sujet déterminé ou soulevé. A ce titre l'approche participative fondée sur l'établissement d'un dialogue permanent entre populations et agents techniques, sur le respect mutuel et le principe du partenariat, ainsi que sur la reconnaissance du savoir-faire local représente une méthodologie privilégiée dans la prise en charge progressive et concertée des actions de développement au niveau du terroir. Dès lors, la participation active des gens est reconnue aujourd'hui comme une condition essentielle au processus de développement (Bessette, 2004); et contribue à modifier la perception du rôle de chacun des intervenants (Etat, services techniques, populations, etc.) dans la gestion et, à proposer un partage de responsabilités entre les différents partenaires.). C'est dans ce sens que Boukhari (1997), cité par B.Yoda (2014, p.15) affirme que « le principe fondamental de

la participation : c'est le partage de savoir et de pouvoir ».Cette idée s'inscrit dans une vision globale de l'intégration de toutes les parties prenantes à la responsabilisation, la concertation et la négociation d'où un avantage de démocratie dans les prises de décisions. En clair, une communication participative bien structurée constitue un levier essentiel pour une gestion décentralisée plus participative et un développement régional intégré dans le Poro. En somme, cette méthode encourage une démarche de participation communautaire et renverse le sens de communication du « top-down » vers le « bottom-up ». (Waisbord, 2002)

Appliquée à notre sujet, l'apport de la communication participative s'inscrit dans le rôle fondamental qu'elle joue dans la compréhension et l'analyse de la communication participative au sein du Conseil Régional du Poro. En effet, elle favorise la compréhension des mécanismes de dialogue et de participation et permet d'analyser comment les échanges entre le Conseil Régional du Poro et les acteurs locaux favorisent la co-construction de solutions et l'appropriation des projets par les communautés. En intégrant le feedback des citoyens, cette théorie permet une meilleure identification des besoins et des priorités, en renforçant ainsi l'appropriation des projets de développement, la cohésion sociale et la responsabilisation des acteurs. De plus, elle met en avant le principe de démocratie participative, essentiel pour garantir que toutes les voix soient entendues, y compris celles des groupes marginalisés. En facilitant la circulation de l'information, la théorie communicative contribue à la transparence des processus décisionnels, élément clé pour l'engagement citoyen. Enfin, la communicative va aider à évaluer l'impact des pratiques de communication sur les dynamiques de développement local, en fournissant des outils d'analyse adaptés.

2. Cadre méthodologique

La méthodologie de cette étude repose sur trois techniques suivantes : l'étude documentaire, l'entretien et le questionnaire. Son objet vise à diagnostiquer et analyser la communication participative au sein du Conseil Régional du Poro situé à l'extrême Nord de la Côte d'Ivoire, en mettant en lumière ses enjeux, ses pratiques, ainsi que ses implications pour un développement local intégré. Afin de garantir la fiabilité et la validité des résultats, une approche méthodologique mixte, combinant méthodes qualitatives et quantitatives, a été adoptée. Précisons que la phase quantitative fournit des données descriptives et statistiques sur la communication participative, tandis que la phase qualitative permet d'explorer en profondeur les perceptions, pratiques et enjeux liés à cette communication.

La population cible comprend l'ensemble des acteurs impliqués dans la gouvernance locale du Conseil Régional du Poro : membres du Conseil, agents régionaux, représentants des citoyens et partenaires locaux: (représentants d'ONG, de la société civile et citoyens engagés dans des initiatives de développement).

Un échantillon de 120 individus a été sélectionné selon une stratégie d'échantillonnage stratifié pour assurer une représentativité selon les catégories professionnelles, géographiques et fonctionnelles. Le choix des participants s'est fait en fonction de leur implication dans des projets de développement, leur diversité géographique, et leur statut socio-économique. Cela afin de garantir une représentation équilibrée des différentes voix au sein de la communauté.

Les entretiens semi-directifs ont été menés auprès d'un échantillon représentatif de (30) acteurs clés parmi lesquels (4) agents du conseil régional à savoir au niveau de la Direction du

Développent et de la Planification, la Direction Technique, la Direction Générale., et le Chef. Service Com. A ceux-ci s'ajoutent (06) personnes par département (leaders communautaires, Chefs de village, représentants ONG, représentant de jeunes et de Femmes). Cette répartition vise à prendre en compte les spécificités de chaque département dans l'analyse Ces entretiens ont permis d'approfondir les pratiques, les enjeux, et les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de la communication participative tandis que le questionnaire a mobilisé un échantillon de (90) citoyens repartis sur les (4) départements, permettant d'obtenir des données significatives sur leurs opinions et expériences.

Pour l'analyse des données, celles issues du questionnaire ont été traitées à l'aide de logiciel statistiques (Excel 2021) et enfin les données issues des entretiens ont été transcrites intégralement, puis analysées selon la méthode de codage thématique élaborée par nos soins. Le temps d'échange était d'environ 15 à 20 minutes par personne interrogée.

2.1. Brève présentation du conseil régional du Poro

Le conseil régional du Poro est une collectivité territoriale, créée par décret n° 2011-263 du 28 septembre 2011 portant organisation du territoire national en districts et en régions.

L'administration de la région du Poro est organisée à la fois selon les principes de la déconcentration et de la décentralisation. Située en plein extrême Nord de la Côte d'Ivoire, cette circonscription administrative compte selon le dernier recensement de la population (RGPH- 2021), 1 040 461 habitants. L'administration est assurée par des circonscriptions administratives hiérarchisées qui couvrent une superficie de 13400km2 et compte quatre départements: Korhogo, Sinématiali, Dikodougou et M'Bengué. La richesse de ce terroir est également culturelle car il regorge de sites

touristiques et historiques au travers de ses villages de tisserands, de peintres et de forgerons. De plus la population constitue un important potentiel pour le dynamisme du territoire.

Du point de vue économique, la région du Poro est majoritairement agropastorale (44% de ses activités) grâce aux nombreuses ressources dont elle dispose comme le coton (1ere région de Côte d'Ivoire) l'anacarde, la mangue (1ere région de Côte d'Ivoire), le miel le karité, les bovins et les volailles (**www.crporo.ci**)

Le conseil régional du Poro est en charge du développement de la région administrative qui lui est ainsi assignée. Ses principales missions selon la loi n° 2014-451 du 05 août 2014 portant orientation de l'organisation générale de l'administration territoriale, sont :

- ✓ L'organisation de la vie collective dans la région ;
- ✓ La promotion et la réalisation du développement local (modernisation du monde rural, amélioration du cadre de vie, etc.) ;
- ✓ L'apprentissage de la démocratie et de la participation aux populations ;
- ✓ La gestion des affaires locales du terroir et de l'environnement.

Ainsi le conseil régional du Poro est-il subrogé à l'Etat dans de nombreux domaines en lien avec le développement. En retour, ce dernier, qui assure sa tutelle, lui apporte son concours sous forme d'appui financier et technique notamment, afin de lui permettre d'assurer ses missions. Cette organisation fonctionne avec plusieurs organes, directions et services dont le service de la communication. De même, le droit à la communication est reconnu aux conseils régionaux par la loi

n°2003-208 du 07 juillet 2003 portant transfert et répartition des compétences de l'Etat aux collectivités territoriales.

Ce service est chargé de collecter et de véhiculer l'information mais aussi de faciliter les échanges entre les acteurs clés et surtout de favoriser une interaction étroite des populations et de toutes les parties prenantes pendant la prise de décisions qui concernent la planification et le développement de la région du Poro.

3. Résultats et analyse

L'analyse des résultats de cette étude et leur discussion portent sur les éléments suivants.

- Pratique de la communication : Synthèse des forces et faiblesses de la communication participative.
- Identification des facteurs favorisant ou limitant la participation.
- Implication de la communication dans l'amélioration des dynamiques de développement régional.

3.1. Pratique de la communication : Synthèse des forces et faiblesses de la communication participative.

En vertu de la loi relative au droit à la communication des conseils régionaux (loi n°2003-208 du 07 juillet 2003), le service communication du poro joue un rôle fondamental dans la promotion de la communication participative. En effet, rattaché au président de l'institution, ce service dispose de matériels de bureau (ordinateurs, imprimante, etc.), de connexion internet et de divers matériels de communication tels les kakemonos, les flyers, un vidéo projecteur, etc.

Pour accomplir sa mission de communication des collectivités, le service entretient des relations presse avec les correspondants de presse et l'ensemble des hommes de médias basés dans la région. De cette façon, de nombreuses activités

du conseil régional sont relayées dans la presse nationale, les médias nationaux et les radios de proximité. Parallèlement, le service de communication produit un bulletin d'information, gère un site internet et une page Facebook pour le compte du conseil régional. De même, lors de certaines grandes rencontres, il fait diffuser un film institutionnel qui présente le conseil régional et communique également sur l'image de l'institution à travers le parrainage d'évènements auxquels elle associe son nom. Ces différentes activités et outils du service communication renvoient selon son responsable M. N. C à : « *la mission principale qui est d'informer le grand public sur les activités du conseil et de garantir l'image de marque de l'institution* ».

La communication ici vise à favoriser le dialogue entre les acteurs locaux et à renforcer l'appropriation des projets de développement pour informer et engager les citoyens. Cependant, des efforts sont nécessaires pour améliorer l'accessibilité de l'information et inclure toutes les voix,

Au niveau de l'analyse de la synthèse des forces et faiblesses de la communication participative au sein du Conseil Régional du Poro les résultats des enquêtes mettent en lumière des éléments clés pour comprendre son impact sur le développement local. Ainsi, parmi les forces, on note une certaine disponibilité des acteurs à échanger et une volonté de renforcer la collaboration entre populations et agents techniques, ce qui favorise un climat de confiance. A ce propos, le DG affirme en substance :

> « *Les populations sont notre raison d'exister. Et donc, nous mettons tout en œuvre pour les satisfaire. Nous ne faisons rien sans prendre leurs avis. Tout se fait en collaboration avec elles. Elles sont consultées sur toutes les questions de développement. Nos bureaux sont toujours ouverts.*

Elles peuvent nous rendre visite chaque fois qu'elles le désirent. Et elles n'hésitent d'ailleurs pas puisque nous les recevons régulièrement ».

Ces propos révèlent que les populations sont associées à la conduite du processus de développement de la région. Cependant, ces initiatives restent souvent limitées par des faiblesses telles que le manque d'informations claires, une communication unidirectionnelle ou encore une faible implication des acteurs locaux dans la définition des priorités.

Pour une meilleure compréhension de nos résultats du terrain, nous avons réalisé le tableau synthétique que voici.

Tableau I : Synthèse des forces et faiblesses de la pratique de la Communication Participative

Aspects	Forces	Faiblesses	Interprétations
Moyens de participation des populations et prise de parole	50%des enquêtés considèrent les chefs de villages, de communauté et autres leaders locaux, les Organisation de la Société Civile comme acteurs exerçant leur participation de responsables locaux significatifs des populations et dans la prise de parole.	50% des enquêtés assistent aux réunions sans prendre la parole.	Les leaders locaux interposés sont privilégiés dans les prises de parole. La grande majorité risque de ne pas se sentir concerné par le processus de dialogue existant. Ce qui peut porter un coup à l'engagement communautaire.

Canaux et mécanisme de Communication et Accessibilité	63 % les trouvent utiles et accessibles. il existe une utilisation de divers canaux (réunions, bulletins, plateformes numériques) forums formels de dialogue.	37% des participants estiment que certains canaux ne sont pas adaptés à leur niveau d'éducation. La communication est souvent descendante et unilatérale.	Une évaluation des supports utilisés pourrait améliorer l'accessibilité à l'information. La communication doit évoluer vers un mode plus participatif et bidirectionnel pour favoriser l'échange.
Compréhension et inclusion des différents groupes	60% des enquêtés affirment avoir une meilleure compréhension de leurs droits grâce à la communication participative. et estiment que leurs voix sont entendues dans les processus.	40% des répondants se sentent encore confus sur leurs droits et les processus associés. Ils se sentent exclus, notamment les jeunes et les femmes.	Des ateliers de sensibilisation ciblés pourraient renforcer la compréhension et garantir la représentation de tous les groupes, notamment à travers des forums spécifiques.
Impact sur le développement	55% estime que la participation favorise l'appropriation locale et la responsabilisation	45% pensent que les résultats sont souvent limités ou peu visibles	La participation ne se traduit pas toujours par des changements concrets. Elle exige le besoin d'un suivi renforcé, rigoureux et une implication active.

Source : Enquête de terrain, 2023

Ce tableau synthétise les forces et faiblesses de la communication participative au sein du Conseil Régional du Poro. Les résultats montrent que, bien que des forces significatives existent, notamment pour susciter l'engagement des acteurs locaux par l'utilisation de divers canaux de communication, Cependant plusieurs faiblesses persistent et doivent être abordées pour améliorer l'efficacité de la

communication participative et favoriser un développement local intégré.

En somme, les observations suggèrent des pistes d'amélioration, telles que la mise en place de stratégies inclusives et l'adaptation des supports d'information pour mieux répondre aux besoins de la communauté.

3.2 Identification des facteurs favorisant ou limitant la participation.

L'analyse des facteurs influençant la participation au sein du Conseil Régional du Poro révèle une dynamique complexe, où plusieurs éléments peuvent soit encourager, soit entraver l'engagement des acteurs locaux dans le processus de développement. En effet, les résultats issus de l'enquête se concentrent sur l'identification des éléments clés favorisant ou limitant cette participation

Tableau 2: Identification des Facteurs Favorisant ou Limitant la Participation

Facteurs Favorisant		
Description	**résultats des enquêtes**	**interprétation**
Engagement des leaders locaux	75% soulignent que la présence active de leaders encourage la participation.	Un fort engagement des leaders locaux favorise un climat de confiance et incite les citoyens à s'impliquer.
Accès à l'information et mécanisme de dialogue	70% pensent à la disponibilité d'informations claires et accessibles et à l'existence de forums et d'espaces de discussion.	Une bonne accessibilité à l'information est essentielle pour permettre aux citoyens de comprendre leurs droits. Les espaces de dialogue renforcent les interactions entre citoyens et autorités et facilitent l'expression des

Sensibilisation et formation	60% pensent à des programmes d'éducation de sensibilisation et de formation sur les droits et responsabilités.	préoccupations. Une sensibilisation adéquate et des séances de formation aide à renforcer la compréhension des enjeux locaux et favorise l'engagement.
Facteurs Limitant		
Bureaucratie	55% jugent le processus décisionnels trop centralisé et complexe.	Les procédures complexes et longues peuvent décourager la participation des citoyens, d'où la nécessité d'une simplification.
Inégalité de pouvoir et Manque de confiance	50 % affirment que les voix de certains groupes, notamment les jeunes et les femmes, sont souvent ignorées d'où une méfiance envers les autorités locales.	Certaines voix qui se sentent exclues limitent la diversité des perspectives et nuit à l'efficacité de la communication et par conséquent conduit à une faible confiance qui peut entraîner un désengagement, d'où l'importance de la transparence et de l'écoute.
Ressources insuffisantes	45 % soulignent l'absence de ressources pour organiser des événements participatifs.	Le manque de ressources financières et logistiques limite les opportunités de dialogue et d'engagement.

Source : Enquête de terrain, 2023

L'analyse des résultats montre que l'engagement des leaders locaux et l'accès à une information claire sont des facteurs déterminants donc favorisants pour encourager la

participation des citoyens. De même, il faut souligner que l'engagement actif des leaders communautaires peut créer un climat de confiance, essentiel pour mobiliser les citoyens autour des projets de développement.

Cependant, des facteurs comme la bureaucratie et les inégalités de pouvoir représentent des obstacles significatifs à la participation. En conséquence, les processus décisionnels sont jugés complexes et découragent souvent les citoyens de s'impliquer dans le dialogue communautaire. Par ailleurs, la méfiance envers les autorités locales est également un frein majeur car, lorsque les citoyens doutent de la transparence et de l'intégrité des processus décisionnels, leur motivation à participer diminue considérablement. Enfin, le manque de ressources financières et logistiques pour organiser des événements communautaires limite les opportunités de dialogue et d'engagement.

En somme pour renforcer la participation, il est essentiel d'améliorer la transparence des processus, de valoriser les voix des groupes qui se trouvent marginalisés, et de s'assurer que les ressources nécessaires à l'engagement communautaire soient disponibles. En abordant ces défis, la communication participative peut devenir un véritable levier pour un développement local intégré et durable dans la région du Poro.

3.3. Implication de la communication dans l'amélioration des dynamiques de développement régional

Les résultats issus de nos enquêtes ont dégagé des tendances significatives concernant la perception et l'impact de la communication sur le développement local qu'il convient de présenter ici.

1. Perception de l'Efficacité de la Communication

A cette préoccupation, une majorité des répondants, soit 75%, estime que la communication participative favorise leur engagement dans les projets de développement. Cette perception positive souligne un lien direct entre la transparence des informations fournies et le niveau d'engagement des citoyens. De même, les enquêtés rapportent que la clarté et l'accessibilité de l'information sont des facteurs déterminants qui facilitent leur compréhension des enjeux locaux. En effet, 68% des participants affirment que les informations qu'ils reçoivent sont suffisamment claires, ce qui renforce leur sentiment d'appartenance et leur implication dans les processus décisionnels.

2. Utilisation des Canaux de Communication

Pour cette section, les résultats montrent que les canaux de communication utilisés par le Conseil Régional, notamment les réunions communautaires et les bulletins d'information, sont jugés efficaces. En effet, environ 80% des enquêtés considèrent que les réunions communautaires offrent un espace propice aux échanges et permettent d'exprimer des préoccupations. Toutefois, l'utilisation des médias sociaux, bien que populaire, reçoit une évaluation plus mitigée à cause de ses défis en termes d'efficacité: 55% des répondants estiment que ces plateformes ne sont pas visibles et toujours efficaces pour atteindre leurs besoins d'information. De même, 80 % des répondants disent ne pas comprendre le manque de radio régional susceptible de véhiculer les informations régionales. Cela indique qu'une stratégie de communication plus intégrée disposant d'outils est nécessaire pour maximiser l'impact de la communication et du numérique pour permettre à chaque

membre de la population de se prononcer sur les sujets de sa localité.

3. Impact sur le Développement Local

L'implication de la communication participative est perçue comme ayant un impact positif sur le développement local, avec 75% des enquêtés qui affirment que cette communication contribue à améliorer la situation de leur communauté. Cela suggère que lorsque les citoyens sont bien informés et engagés, ils sont plus aptes à participer activement aux initiatives de développement, et cela renforce ainsi la cohésion sociale et la collaboration entre les acteurs locaux.

En somme, il convient de renforcer les structures existantes, d'améliorer la clarté de l'information transmise et d'inclure davantage les voix des groupes marginalisés. Dans ces condition l'implication de la communication dans le développement local se révèle être un levier puissant pour favoriser l'engagement citoyen et optimiser les résultats des projets communautaires. En développant des stratégies de communication plus inclusives et adaptées aux besoins de la population, le Conseil Régional pourra non seulement renforcer la participation, mais également promouvoir un développement durable et harmonieux au sein de la région.

4. Discussion

L'analyse issue des résultats de l'enquête a suscité la discussion suivante: **accroître la participation et l'engagement des acteurs locaux pour un développement durable et harmonieux**

Le diagnostic de la communication participative au sein du Conseil Régional du Poro souligne son rôle essentiel dans le développement local intégré. L'étude révèle que 75 % des enquêtés estiment que cette communication favorise leur engagement dans les projets, renforçant ainsi leur sentiment d'appartenance. Toutefois, des défis subsistent, notamment la perception d'une bureaucratie complexe et l'exclusion de certains groupes, comme les jeunes et les femmes.

Devant cette double idée issue des enquêtes, il importe de s'interroger et d'accorder un intérêt à la communication participative. Cet intérêt apparait dans le but de trouver les meilleurs moyens d'établir une communication entre les différentes parties prenantes afin d'encourager la participation à un niveau susceptible de garantir des initiatives concrètes de développement conduisant à une motivation et une mobilisation de tous. Dans ce contexte, la communication va conduire à un engagement des populations. Ce qui pourra permettre d'établir une harmonie de point de vue autour des différents projets. Cela signifie que la participation va libérer les énergies positives et surtout faciliter le partage d'information et de consensus autour des programmes et projets de développement. Dès lors, les enjeux du développement seront débattus et discutés efficacement afin d'obtenir chaque point de vue sur la situation dans la résolution de problème lié au développement de la localité. De même, cette approche va inscrire la démocratie des pensées, la participation à la prise de décision, ainsi que l'implication de tous et la responsabilisation dans les prises de décision.

Dès lors, l'on pourra s'assurer que l'accroissement de la participation et de l'engagement des acteurs locaux est fondamental pour assurer un développement durable et harmonieux, en particulier dans le contexte du Conseil Régional du Poro. La communication participative joue un rôle clé dans cette démarche, en permettant d'établir des liens

solides entre les citoyens, les autorités et les autres parties prenantes.

Selon Bessette (2004), la communication participative favorise l'engagement des citoyens en leur permettant de s'impliquer activement dans les processus décisionnels. Ce processus d'inclusion est essentiel pour renforcer la légitimité des projets de développement, car il permet aux communautés de prendre en main leur destin. En impliquant les acteurs locaux dès les étapes de planification, les initiatives peuvent être mieux adaptées aux besoins spécifiques des populations, ce qui augmente leurs chances de succès.

De plus, Putnam (1993) souligne l'importance du capital social, qui se construit à travers des interactions et des réseaux de confiance au sein des communautés. En renforçant la communication et en favorisant des espaces d'échange, le Conseil Régional du Poro peut créer un climat propice à la collaboration et à la solidarité. Cela permet non seulement d'accroître la participation des citoyens, mais aussi d'encourager des actions collectives bénéfiques pour le développement local.

Cependant, l'absence d'une communication participative révèle que, des obstacles subsistent, notamment des inégalités de pouvoir et un manque de confiance envers les institutions. C'est ce que souligne Waisbord (2002) lorsqu'il met en garde contre les risques d'une communication unidirectionnelle, qui peut renforcer les sentiments d'exclusion. Pour contrer ces défis, il est essentiel d'adopter des stratégies de communication inclusives et innovantes, qui garantissent que toutes les voix, notamment celles des groupes marginalisés, soient entendues.

En somme, pour accroître la participation et l'engagement des acteurs locaux, il est impératif de mettre en place des mécanismes de communication participative qui soient à la fois transparents et accessibles. Ce faisant, le

Conseil Régional du Poro pourra non seulement favoriser un développement durable et harmonieux, mais aussi renforcer la cohésion sociale et la résilience des communautés face aux défis futurs.

Conclusion

La communication participative pour le développement a émergé en réponse aux limitations du modèle top-down, se présentant comme une approche prometteuse pour renforcer l'autonomie des populations. (Bessette, 1996). Contrairement à la communication de diffusion, souvent critiquée pour son manque de prise en compte des réalités locales, cette approche vise à mobiliser les communautés, à établir un consensus entre les parties prenantes et à encourager la participation active des citoyens. (Bessette, 1996).Les études menées sur l'analyse du diagnostic de la communication participative au sein du Conseil Régional du Poro, mettent en évidence les enjeux cruciaux liés à une gouvernance inclusive et à la mobilisation active des acteurs locaux pour un développement local intégré. En outre, elles s'intéressent à la relation du conseil régional du Poro à la communication participative pour le développement et les pratiques qui y sont faites.

Les résultats révèlent des enjeux majeurs pour une gouvernance inclusive, ainsi que des forces, comme l'engagement local, et des faiblesses, telles que l'accès à l'information et l'inclusion de certains groupes.

Dans ce contexte, pour que cette communication soit réellement efficace, il est impératif pour le Conseil Régional du Poro d'améliorer sa clarté et sa transparence, tout en garantissant que toutes les voix, soient entendues dans le processus décisionnel. C'est à ce propos que Arnstein (1969) rappelle que la participation citoyenne est un moyen d'atteindre

une démocratie véritable. Ainsi, promouvoir une culture de dialogue est essentiel pour garantir un développement local intégré et durable. En somme, en renforçant ses pratiques participatives, le Conseil du Poro pourra espérer établir une gouvernance plus inclusive, répondant aux besoins locaux et consolidant la légitimité de ses institutions. Cependant, cette dynamique sur laquelle se fonde la communication participative ne conduit-elle pas également à la responsabilisation et à l'engagement de toutes les parties prenantes au développement?

Bibliographie

ARNSTEIN Sherry Phyllis, 1969. « A Ladder of Citizen Participation », in «JAIP, Vol. 35, No. 4, July, pp. 216-224.
https://www.lithgow-schmidt.dk/
https://id.erudit.org/iderudit/1112816
https://doi.org/10.7202/1112816
Consulté le 21 Août 2025

BERRIGAN Daniel, 1979. *Controversy: Too heavy a price, Index on Censorship*1. Pp.38-40.
https://doi.org/10.1080/03064227908532997/.
https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1080/03064227908532997.
Consulté le 12 décembre 2023.

BESSETTE Guy, 1996. *La communication participative pour le développement : Un agenda ouest-africain*, Centre de recherches pour le développement international, Ottawa (Ontario), Canada.

BESSETTE Guy, 2004. *Communication et participation communautaire : Guide pratique de communication participative pour le développement*, les presses de l'Université Laval. Ottawa

FAO, 2002. *La communication pour le développement ; Manuel Guide méthodologique d'élaboration d'une stratégie de communication Multimédia*, Rome

FAO, 2005. *An Approach to Rural Development: Participatory and Negotiated Territorial Development* (PNTD), Rome.

FOX Elizabeth, WAISBORD Silvio, 2002. *Latin Politics, Global Media Austin*, University of Texas Press

MOWLANA Hamid, WILSON Laurie, 1990. *The Passing of Modernity: Communication and the Transformation of Society*. New York, NY: Longman

PUTNAM Robert, 1993. The Prosperous Community: Social Capital and Public Life. The American Prospect, 4, pp.35-42.

SERVAES Jan, 2008.*Communication for Development and Social Change*, Jan Servaes, France
DOI:10.4135/9788132108474
ISBN: ISBN 9780761936091
Consulté le 22 Décembre 2024

UGBOAJAH Okwu. Frank, 1987. « Implications culturelles de la communication en Afrique». In Revue Tiers Monde, 111 pp. 595-600.

WADDOCK Sandra, 2001. *Créer une responsabilité d'entreprise: principes fondamentaux pour rendre la citoyenneté d'entreprise réelle*. In Journal of Business Ethics, volume 50, pp. 313-327.

YODA Blaise 2004 ; *Montage et gestion participative des projets de développement rural* : Outils et Méthodes d'intervention, mémoire de troisième cycle en agronomie, Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès, Maroc.